

ESPE : rentrée 2018/2019

Stagiaires premier et second degré

La CGT est la première confédération syndicale de France (Public + Privé).

Dans l'enseignement public, la CGT, c'est la CGT Educ'action.

Enseignant·es, personnels administratifs, personnels de vie scolaire, AESH, personnels de santé ou des services sociaux, personnels de labo, titulaires, non-titulaires, stagiaires, étudiant·es ESPE... toutes ensemble nous construisons une École qui forme et émancipe.

Rejoignez-nous !

Ensemble, nous pouvons lutter contre des réformes qui dégradent constamment le Service public d'éducation et qui dégradent donc nos conditions de travail et les conditions d'études des élèves.

Cher·es collègues

Ce 8 pages vous apportera les premières réponses aux questions que vous vous posez à cette rentrée à l'ESPE en tant que lauréat·e d'un concours qui fait de vous un fonctionnaire stagiaire. Votre année qui mêle la formation professionnelle dans vos établissements et les cours à l'ESPE est particulière et d'une très grande importance pour votre carrière en tant qu'enseignant·e.

Des rendez-vous réguliers avec la CGT Educ'action vous apporteront les compléments d'information nécessaires. Elle sera à vos côtés, tout au long de l'année, comme elle l'est pour tous les personnels de l'Éducation nationale, pour vous soutenir, vous aider et porter avec vous les revendications qui défendent les intérêts des salarié·es et du service public d'éducation.

Patrick Désiré, secrétaire général de la CGT Educ'action

Une formation hors-sol ?

En 2017/2018, vous avez été majoritaires à indiquer que le contenu de la formation n'était pas assez clair dans la définition des objectifs de l'année.

Vous avez également souligné que le contenu de la formation n'était pas souvent préparé de façon optimale.

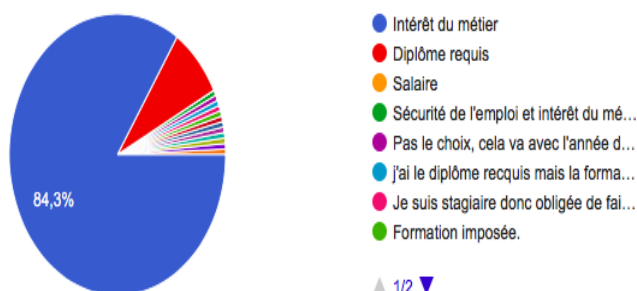
Mais surtout, vous avez été quasi unanimes à témoigner de la charge conséquente de travail qui vous harasse tout au long de l'année.

Vous étiez 84,3% l'année dernière à avoir choisi cette formation pour l'intérêt du métier (questionnaire envoyé à l'ensemble des stagiaires 2017/2018)

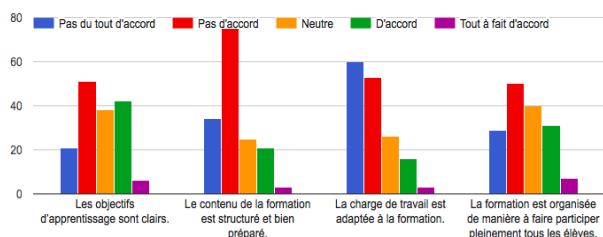
Nous sommes loin des images d'Épinal voulant que le choix se fasse en raison des vacances, sur le salaire ou sur la sécurité de l'emploi.

La liberté pédagogique, une École émancipatrice pour les élèves sont des idées pour lesquelles nous nous battons à la CGT.

Pourquoi avoir choisi cette formation ?



Contenu de la formation



■ À l'ESPE, bientôt une formation au rabais et une casse des statuts ?

Le gouvernement, dans une course effrénée, attaque tous les secteurs professionnels dans le cadre de sa politique ultralibérale, reconnue et assumée. Dans ce contexte, il n'oublie pas de s'intéresser aux ESPE qui ont déjà subi des baisses de moyens humains et budgétaires, et une accentuation de la précarisation des personnels. Depuis 2013 en effet, les ESPE évoluent dans un contexte de décentralisation et d'autonomie des Universités qui met à mal la formation des futures enseignant·es et CPE.



Nous avons la crainte de voir attaquer la formation, nous en avons maintenant la certitude, il n'est plus question de « si » mais plutôt de « quand ? » et « comment ? ».

La publication du référé de la Cour des Comptes conforte nos craintes.

Selon les indices concordants, conformes aux propositions de la Cour des Comptes, le ministre de l'Éducation nationale s'apprêterait à revoir la place et la nature du concours avec une admissibilité en fin de L3 et une admission 2 ans plus tard en M2.

Placer le concours en fin de L3 pourrait être positif mais si dans le même temps le ministre de l'Éducation nationale recule l'admission de 2 ans cela aboutirait à :

↳ avoir durant leurs deux années de formation en master des contractuel·les admissibles qui n'auraient plus le statut de fonctionnaires-stagiaires.

↳ faire des économies sur leur rémunération puisqu'ils·elles seraient payé·es quelques centaines d'euros la première année, et à peine plus la seconde année.

↳ retarder d'un an l'accès à la Fonction publique en tant que stagiaire après une admission définitive.

L'ambition de JM Blanquer est que les enseignant·es soient des prestataires du « savoir ». Le savoir est une arme. Renforcer la précarité dans le parcours d'entrée au métier d'enseignant·e favorisera un contrôle plus aisé sur les pratiques et la liberté des enseignant·es. Ce n'est donc pas seulement la place et la nature du concours qui seraient modifiées, mais aussi le contenu de la formation des futures enseignant·es et CPE : **la pédagogie, la place de la recherche, l'évaluation des formations seraient en danger avec ce projet.**

C'est bien une formation au rabais avec des contraintes plus importantes qui se profile à l'horizon.

La CGT considère que le niveau II (licence) constitue la base du recrutement et que le concours doit avoir lieu au deuxième semestre de la L3 ; les deux années suivantes devant se dérouler en ESPE. Pour ces deux années, les stagiaires devraient avoir le statut de fonctionnaires-stagiaires permettant une formation progressive, accompagnée et rémunérée débouchant sur un Master 2.

Pour la CGT, il est possible d'assurer à la fois la qualification des personnels par une reconnaissance sous forme de diplôme (Master) et permettre la démocratisation des recrutements.

Les échos que nous avons de ce qui s'annonce ne vont pas dans ce sens.

Le gouvernement entame une course à l'individualisation du parcours professionnel, des salaires et des carrières en fonction des compétences individuelles, voire du mérite. Il en résultera une atomisation des enseignant·es. Au profit de qui ? certainement pas des élèves...

Jean Baptiste Delgenes Responsable du collectif ESPE et Catherine Prinz Secrétaire nationale

*Glossaire : ESPE (École Supérieure du Professorat et de l'Éducation)
L3 : 3^{ème} année de licence

Textes de références :

↳ **Arrêtés** fixant les modalités d'organisation de l'année de stage des lauréat·es des concours de recrutement et en particulier la **circulaire 2014-080** du 17 juin 2014 et la **circulaire 2015-104** du 30 juin 2015.

↳ **Note de service 2015-055** du 17 mars 2015 relatives aux modalités d'évaluation du stage et de titularisation.

↳ **Arrêtés du 27 août 2013** fixant le cadre national des formations dispensées au sein des masters « *Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation* » (MEEF).

↳ **Décret 2013-768 du 23 août 2013** relatif au recrutement et à la formation des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation..

Quelques dates importantes à retenir

Période	Action
À la première semaine de la rentrée 2018	Pour officialiser votre affectation, vous devez signer votre procès-verbal d'installation. Vous devez donner les pièces nécessaires pour votre reclassement.
Courant Septembre 2018	Vous devez signer votre Ventilation de Services (pour le second degré).
Novembre-Décembre 2018 Décembre 2018	Vous devez vous inscrire sur SIAM pour votre mutation inter-académique pour le second degré (choix de l'académie). Élections professionnelles
Mars-Avril 2019	Résultats du mouvement inter-académique (pour le second degré) et Inter-départemental (pour le premier degré).
Avril 2019	Inscriptions pour le mouvement inter-académique (vœux de postes à formuler) pour le second degré. Inscriptions pour le mouvement départemental (pour le premier degré).
	Rapport évaluation du 2 ^{ème} trimestre du tuteur·trice et de la du chef·fe d'établissement.
Mai 2019	Rapport évaluation finale avec avis sur la titularisation du tuteur·trice, du·de la chef·fe d'établissement et de l'inspecteur·trice.
Juin 2019	Mi juin : Résultats du mouvement et affectations pour la rentrée 2019.
	Fin juin : Jurys de titularisation.
Juillet 2019	Début juillet : Commission de renouvellement
	Phase d'ajustement : résultats des premières affectations à l'année pour les Titulaires de Zones de Remplacement (TZR) qui n'ont pas eu de poste fixe (second degré) et non encore affecté·es (premier degré).
Septembre 2019	Dernières affectations des TZR.

Pour les [vacances scolaires](#) : consulter le site du Ministère de Éducation Nationale, à la rubrique "[Le calendrier scolaire](#)"

■ Notions de base

Le corps de fonctionnaires

Il est constitué de l'ensemble des agent·es soumis·es au même statut particulier, aux mêmes règles particulières et ayant vocation aux mêmes grades. Les corps des Certifié·es, PLP, PE, Psy, CPE et Agrégé·es sont ainsi constitués de trois grades : classe normale, hors classe et classe exceptionnelle. Retrouvez [tous les statuts](#) sur notre site internet.

Les fonctionnaires-stagiaires de la Fonction publique de l'État relèvent plus particulièrement du [décret n° 94-874 du 7 octobre 1994](#). Leur situation est donc distincte de celle des "étudiant·es - stagiaires".

Le grade et l'emploi

Lors de la titularisation, un grade, lié à votre corps d'appartenance, vous est attribué. Il ne peut vous être retiré, hors révocation disciplinaire, changement de corps ou démission. Le grade est distinct de l'emploi : si votre poste est supprimé, l'administration doit procéder à une nouvelle affectation.

Vous ne pouvez pas être licencié·e pour cette raison, même si la loi relative à la mobilité remet en cause ces droits.

Laïcité et neutralité du Service public

Tous les personnels sont soumis, dans le cadre de leur service, à un strict **devoir de neutralité** qui leur interdit le port de tout signe d'appartenance religieuse, et d'exprimer une opinion politique. Ils doivent aussi s'abstenir de toute attitude marquant une adhésion ou, au contraire, une critique à l'égard d'une croyance particulière ou d'une opinion politique. Néanmoins, les personnels ne sont pas soumis à une quelconque obligation de réserve et peuvent donc, hors du cadre de leur service, s'exprimer publiquement (voir également la rubrique "[Droits syndicaux](#)" sur le site national de la CGT Educ'action).

Protection des agent·es

L'administration est tenue de protéger les agent·es de la Fonction publique contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont elles/ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. La responsabilité personnelle du/de la fonctionnaire peut néanmoins, être mise en cause en cas d'accident pour imprudence.

Droits syndicaux

La liberté d'opinion est garantie à tous les personnels. La grève est un droit constitutionnel. Chaque arrêt de travail, suite au dépôt d'un préavis de grève, même d'une heure, donne lieu à une retenue d'un trentième mensuel sur le salaire. Tout personnel a le droit, sans amputation de salaire, à participer à une heure mensuelle d'information syndicale sur son temps de service et sur son temps de travail. Enfin, les agent·es ont droit à 12 jours de formation syndicale par an (nous contacter pour connaître les formations que nous organisons).

D'autres infos
en ligne :

www.cgteduc.fr



■ Stagiaires

Pendant l'année de stage, vous êtes à la fois étudiant·es et fonctionnaires-stagiaires. À ce dernier titre, les stagiaires bénéficient des mêmes droits et ont les mêmes obligations que les agent·es de la Fonction publique de l'État.

Les droits et obligations des **fonctionnaires** sont définis par la [loi n°83-634](#) du 13 juillet 1983 formant le titre premier du statut général des fonctionnaires de l'État, en ses chapitres [2](#), [3](#) et [4](#). Les dispositions prévues par la loi sont applicables aux fonctionnaires-stagiaires dans les conditions prévues par le [décret n° 94-874](#) du 7 octobre 1994.

L'action des agent·es public·ques est également encadrée par la [loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires](#). La loi stipule que le-la fonctionnaire exerce ses fonctions avec **dignité, impartialité, intégrité et probité**.

Retrouvez tous [les droits et obligations](#) sur notre site internet .

■ Évaluation et titularisation

Modalités du stage

La majorité des stagiaires est affectée à mi-temps en école ou établissement pour pouvoir suivre en parallèle à l'ESPE une formation universitaire en M2.

Des aménagements de stage sont prévus en particulier pour les lauréat·es ayant une "*expérience significative d'enseignement*" et les lauréat·es de concours n'exigeant pas l'obtention d'un Master qui peuvent être affecté·es à temps plein en école ou établissement avec des modules de formations adaptés à l'ESPE.



Formations

L'organisation des formations dépend des ESPE : stages filés et/ou massés, formations disciplinaires, universitaires ou groupées. Nous vous invitons à vous reporter au référentiel de formation de votre ESPE. Les stagiaires sont suivi·es à la fois par des tuteur·trices de terrain et des tuteur·trices à l'ESPE.

Modalités de titularisation

L'obtention du Master 2 (sauf pour certains concours) est une étape indispensable à la titularisation.

Un jury académique étudiera en juillet la possibilité de proposer la titularisation à partir des avis du/de la directeur·trice de l'ESPE, du corps d'inspection (avis basé entre autre sur celui du/de la tuteur·trice) ainsi que du/de la chef·fe d'établissement (2nd degré).

Les agrégé·es sont titularisé·es par l'inspection générale.

Les stagiaires pour lesquels le jury envisage une non-titularisation seront reçu·es par celui-ci et bénéficieront de visites supplémentaires du corps d'inspection.

Prolongement de stage

Les stagiaires pour lequel·les un avis favorable à la titularisation est prononcé, mais qui ne seraient pas titulaires d'un master à l'issue de l'année de stage, alors qu'ils/elles le devaient, seront placé·es en prolongation d'un an le temps de valider le master.

Par ailleurs, seront aussi en prolongation, les stagiaires dont le stage a été interrompu pour une durée de plus de 36 jours, pour raison de maladie, maternité, congé parental, service national ([décret n° 94-874](#) du 7/10/94 - [article 26](#)).

Renouvellement de stage

Des stagiaires peuvent être autorisé·es à accomplir une deuxième et dernière année de stage dans leur académie d'affectation en stage. Ils/elles seront obligatoirement inspecté·es au cours de cette deuxième année de stage.

Rémunération

La rémunération comprend un traitement lié à son corps de recrutement et diverses indemnités. Du salaire sont déduits les prélèvements obligatoires liés aux différentes cotisations : CSG (Contribution sociale généralisée), CRDS (Contribution pour le remboursement de la dette sociale), PC (Pension civile) et CS (Contribution de solidarité).

Retrouvez toutes les infos sur les rémunérations sur notre site national.

Salaires, échelons

L'indice de classement est l'indice brut. L'indice de traitement est l'indice majoré (IM). Le traitement mensuel est directement proportionnel à l'indice majoré. Le traitement (salaire) mensuel de tout·e fonctionnaire est le produit de son indice majoré de rémunération par la valeur mensuelle du point d'indice 4,686025 au 01/02/2017. L'indice dépend de son échelon et de son corps.

En effet, l'échelle de rémunération est composée d'échelons allant de 1 à 11 dans la classe normale qui se gravissent progressivement au cours de la carrière (voir toutes les infos sur [l'avancement d'échelon](#) sur notre site national).



Sous réserve d'un reclassement éventuel, les personnels certifiés ou assimilés débutent leur carrière à l'échelon 1 (IM = 383). Ils perçoivent un traitement mensuel brut de 1 794,75 €. À la date de la titularisation, soit au 1^{er} septembre suivant l'année scolaire de stage, ils passent directement au 2^{ème} échelon (IM = 436). Ils percevront alors un traitement mensuel brut de 2 043,11 €. Le traitement net s'évalue en multipliant le brut par le coefficient 0,8.

À la rémunération de base s'ajoutent des indemnités éventuelles dont l'indemnité de suivi et d'orientation ou d'accompagnement des élèves attribuée à toutes les enseignant·es ([note de service n° 2016-105 du 12-7-2016](#)) : elles sont versées au prorata des heures faites en école ou établissement.

Vous pouvez également bénéficier de l'indemnité de résidence (0%, 1%, ou 3% du traitement brut selon le classement de la commune de sa résidence administrative) et du supplément familial de traitement si vous avez des enfants.

Heures supplémentaires

Dans l'intérêt du service, les enseignant·es peuvent être tenu·es d'effectuer, sauf empêchement pour raison de santé, une heure supplémentaire hebdomadaire en sus de leur maximum de service ([article 4 du décret n° 2014-940 du 20 août 2014](#)). En clair, un·e chef·fe d'établissement ne peut imposer à un·e professeur·e qu'une Heure Supplémentaire Année (HSA) au-delà du maximum de service, sauf raison de santé. Dans l'Éducation nationale, une HSA, attribuée pour une action régulière, est, quel que soit l'échelon, toujours moins payée qu'une heure normale incluse dans le service.

N'hésitez pas consulter notre [7 pages Spécial "Heures supplémentaires"](#) sur notre site national.

Pour les stagiaires, aucun texte n'interdit formellement d'avoir des heures supplémentaires mais la [circulaire n° 2016-086 du 10-6-2016](#) précise que : "L'objectif de l'année de stage étant de permettre aux stagiaires de se former, ils/elles n'ont pas vocation à se voir confier des heures supplémentaires".

Reclassement

Le reclassement, lors de l'accès à un corps de fonctionnaires, est la prise en compte éventuelle des services accomplis avant d'accéder à ce corps pour déterminer un nouvel échelon de départ. Les stagiaires ayant été avant AED ou contractuel·les ou encore les enseignant·es de la voie professionnelle ayant une ancienneté dans le privé, doivent absolument penser à faire leur dossier de reclassement (généralement à faire jusqu'à la mi-octobre). Ce sont les [décrets statutaires](#) et le [décret 51-1423](#) du 5 décembre 1951 qui font référence en la matière.

Cette opération permet donc de déterminer un nouvel échelon de rémunération (et donc de gagner plus !). La demande sera à effectuer auprès de votre administration, dès votre nomination en qualité de stagiaire. Pour cela, il faut constituer un dossier dès le début de l'année auprès du rectorat pour les personnels du second degré, au niveau ministériel pour les agrégé·es (en vous adressant au secrétariat de la direction de votre établissement), auprès de la direction des services départementaux pour ceux et celles du premier degré. **N'hésitez pas à contacter les élu·es paritaires de votre académie ou de votre département qui vous aideront dans votre démarche. Voir la rubrique spéciale "Reclassement" sur notre site internet.**

Frais de déplacement, action sociale, aides...

Les stagiaires bénéficient de la prise en charge des frais de stage : soit par l'indemnité forfaitaire de formation annuelle de 1 000 € (IFF, [décret 2014-1021](#) du 8 septembre 2014) ; soit par les remboursements au coup par coup prévus par la Fonction publique ([décret 2006-781](#) du 3 juillet 2006). Vous devez choisir l'un des modes de remboursement donc faire vos calculs au préalable pour choisir le plus avantageux.

Par ailleurs, les stagiaires bénéficient des actions sociales proposées par la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) : aide au logement, aide à la garde d'enfant, chèques-vacances... **Pensez à consulter le SRIAS de votre académie. Vous pouvez vous renseigner auprès des Comités régionaux CGT qui ont des représentants dans les SRIAS.**

Enfin, certaines académies proposent des aides spécifiques : prêt mobilité à taux 0% (location), aides à l'installation (Ile de France, zones sensibles), aides au logement...

Congés

Les stagiaires bénéficient de congés pour raisons familiales (attention le plus souvent qui ne sont pas de droits, une demande d'autorisation est donc à faire auprès du/de la supérieur·e hiérarchique), congé maternité (possibilité aussi de reporter son stage d'un an pour cette raison), congés pour raison de santé... Tout ceci est détaillé dans la [fiche 3](#) de la note de service 2015-055 du 17 mars 2015.

Attention, conformément aux dispositions de l'article 26 du décret du 7 octobre 1994, "**le total des congés rémunérés de toute nature accordés aux stagiaires en sus du congé annuel ne peut être pris en compte comme temps de stage que pour un dixième de la durée statutaire de celui-ci**". Autrement dit, **une prolongation de stage est nécessaire si le stagiaire a bénéficié de plus de 36 jours de congés rémunérés** pendant son année de stage.

Ex n° 1 : le/la stagiaire qui a obtenu 20 jours de congé maladie (consécutifs ou non) au cours de l'année de stage, est normalement titularisé·e à l'issue de l'année de stage. Il/elle ne fait pas, dans ce cas précis, l'objet d'une prolongation de stage.

Ex n° 2 : le/la stagiaire qui a obtenu 70 jours de congés de maladie (consécutifs ou non) au cours de l'année de stage, a une prolongation de stage de 70 jours - 36 jours soit 34 jours. Si le/la stagiaire enseignant·e est nommé·e le 1^{er} septembre de l'année n, il/elle sera titularisé·e à compter du 5 octobre de l'année n+1.

Ex n° 3 : l'octroi de 180 jours de congé longue maladie (sur avis du comité médical), au cours de l'année de stage, entraîne une prolongation de stage de 180 jours - 36 jours soit 144 jours et conduit à titulariser l'agent·e le 22 janvier de l'année n+2 en cas de nomination le 1^{er} septembre de l'année n.

Affectations

L'affectation des étudiant·es-stagiaires qui préparent les concours de la session 2019 se fait après formulation de vœux sur le serveur "SIAL" en avril-juin (phase inter-académique) et pendant l'été (phase intra-académique). Ces vœux sont donc à faire en partie avant même les résultats aux concours. Consultez [notre rubrique spéciale "Stagiaires"](#) sur notre site internet pour plus de détails.

Affectation définitive à l'issue de l'année de stage :

- Pour le premier degré, une seule phase de vœux du mouvement pour les stagiaires.

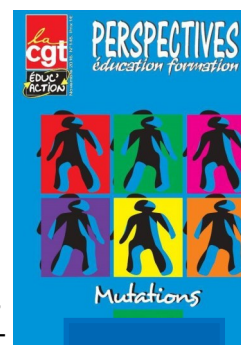
La phase intra-départementale pour obtenir un poste fixe ou une zone de remplacement. Les inscriptions se font en mars/avril 2019.

- Pour le second degré, le mouvement est en deux phases.

La phase inter-académique pour obtenir une académie. Les inscriptions pour le mouvement inter-académique se font sur SIAM en novembre/décembre 2018 et les résultats sont en mars 2019.

La phase intra-académique pour obtenir un poste fixe ou une zone de remplacement. Les inscriptions se font sur SIAM en mars/avril et les résultats sont en juin 2019.

Ces phases se déroulent assez vite et nécessitent que vous soyez accompagné·es, surtout si vous n'avez pas l'habitude des "arcanes" de l'Éducation nationale... La CGT siège depuis longtemps dans les commissions paritaires et dispose de tout un réseau d'élus·es : pensez à les contacter !



Pourquoi me syndiquer à la CGT ?

La CGT Éduc'action est le syndicat de tous les personnels de l'Éducation, se syndiquer est une étape essentielle pour défendre ses droits et en gagner de nouveaux.

Le syndicat est le lieu naturel pour que les salarié·es débattent, s'organisent et agissent. Aucune avancée en matière de salaires, de conditions de travail, de lutte contre la précarité... n'a été obtenue sans action collective. La CGT porte des revendications interprofessionnelles et les fait vivre dans ses syndicats, ses Unions Locales et ses Unions Départementales. Ce sont des lieux d'échange, de débat, mais aussi de convergence des luttes.

Adhérer à la CGT, c'est partager des valeurs communes basées sur la solidarité, la démocratie, le respect et l'action collective, rassembleuse et unitaire. La CGT Éduc'action ne vit que des cotisations de ses adhérent·es.

Des élections professionnelles pour quoi faire ?

Des élections dans toute la Fonction publique en décembre 2018. En votre qualité de fonctionnaire-stagiaire vous allez être appelé·e à voter lors des élections professionnelles. Si vous n'êtes pas déjà titulaire dans un corps de la FP, vous voterez pour désigner vos représentant·es au Comité Technique National et Académique.

Le Comité Technique est un organisme représentatif du personnel fonctionnaire et contractuel. Cette instance est informée et donne un avis sur tous les aspects de la vie de l'établissement, notamment de l'organisation du travail. Le CT est consulté par exemple sur le budget, les créations, suppressions, transformations des structures, les conditions et l'organisation du travail, notamment les programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et leurs incidences sur la situation du personnel.



Des élections dans les ESPE

La CGT Éduc'action syndique toutes les catégories de personnels de l'Éducation nationale : titulaires, stagiaires ou contractuel·les. La CGT Éduc'action peut donc s'adresser à la fois aux personnels de l'ESPE (enseignant·es ou ATSS) mais aussi aux usager·ères (stagiaires, contractuel·les M2, emploi avenir professeur·e, assistant·e d'éducation).

Le décret n°2013-782 du 28/08/13 crée le conseil de l'école du professorat et de l'éducation. Alors que le collège des usager·ères doit être renouvelé tous les 2 ans, les représentant·es des autres collèges sont désigné·es tous les 5 ans.

Il se peut que vous soyez amené·es à voter dans ce cadre-là aussi. De plus amples renseignements vous seront donnés dans le courant du premier semestre.

Soyez vigilant·e !

Vous souhaitez vous syndiquer !

